



FABIEN OHL, BERTRAND FINCŒUR, LUCIE SCHOCH*

La chronique du CIRIS

Les promesses toxiques de l'antidopage

Dans son *Traité de la nature humaine*, le philosophe David Hume affirme que les paroles données engagent ceux qui les émettent et obligent ces individus ou organisations au respect de leurs promesses sous peine d'endommager leur réputation. Ce constat semble valoir dans le sport puisqu'en multipliant les promesses non tenues, les organisations sportives ont fragilisé la confiance dans la lutte contre le dopage.

Pour beaucoup, il semble aujourd'hui évident de lutter contre le dopage et de sanctionner sévèrement toute violation du Code mondial antidopage. Pourtant, cette façon de fixer la manière légitime de produire une performance sportive correspond à un moment particulier

de l'histoire des normes sportives. L'usage de produits dans le but d'améliorer la performance, comme la cocaïne ou l'alcool, ne choquait guère au début du XXe siècle. L'idée qu'il faut lutter contre le dopage émerge seulement dans les années 1950-1960, en conjonction avec la défense de l'amateurisme et le contexte de la guerre froide.

Les premières réglementations émergent ainsi dans les années 1960, à la suite de premiers scandales médiatisés. Une doxa de l'antidopage – c'est-à-dire une croyance partagée qui, sauf à risquer l'exclusion du sport, est difficilement contestable publiquement – s'est alors progressivement imposée au gré des scandales qui jalonnent l'histoire sportive (notamment les affaires Ben Johnson, Festina et Armstrong).

C'est pour se conformer à cette doxa que les acteurs du sport se sont mis en scène comme les chantres de la protection d'un sport «propre», même lorsque leur adhésion n'était que de façade. Pour convaincre de leur sincérité, les dirigeants des organisations sportives ont multiplié les promesses d'un sport propre en les appuyant sur une mise en scène des progrès des sciences de l'antidopage (laboratoires, chimie, technologies, etc.).

Mais comme pour n'importe quelle politique pénale qui promettrait d'éra-

diquer purement et simplement la délinquance, prétendre se débarrasser définitivement des tricheurs dans le sport était au mieux irréaliste, au pire cynique. Avec l'enracinement de la culture du dopage, et sa sophistication, les organisations sportives se sont vues prises au piège de leurs promesses intenable.

Le discrédit a été alimenté par plusieurs personnalités comme Lamine Diack, ancien président de la Fédération internationale d'athlétisme et membre influent du Comité international olympique (CIO), qui déclarait en 2015, peu de temps avant son inculpation pour corruption et blanchiment que «le dopage n'a pas sa place dans le sport... Nous avons les armes pour gagner cette bataille.» Ce genre de rhétorique suggère que l'affichage d'une orthodoxie peut n'être qu'une tromperie et avoir seulement vocation à dissimuler la corruption.

L'analyse de contenu de la *Revue Olympique*, organe important de la communication du CIO, montre que les discours ont cependant gagné en nuances. Le souhait d'éradiquer le dopage est ainsi plus en retrait et fait peu à peu place à une nouvelle sémantique. Alors que sous la présidence de Jacques Rogge (2001-2013), on parle encore d'une attitude de «tolérance zéro» à l'égard du dopage, sous celle de Thomas

Bach, l'accent est davantage mis sur la protection des «athlètes propres».

Il est difficile, à l'heure actuelle, d'évaluer les performances objectives de l'antidopage. Il ne fait aucun doute que les dispositifs de lutte contre le dopage sont aujourd'hui plus élaborés et que les connaissances scientifiques ainsi que la qualité des analyses ont progressé.

Il y a également des indices d'une transformation des pratiques de dopage: très vraisemblablement, les organisations sportives sont plus rarement directement impliquées dans le dopage; les pratiques sont devenues plus individuelles; l'amélioration des outils de détection impose à présent des micro-dosages, réduisant sans doute les risques sanitaires pour les athlètes et les avantages pour les dopés.

Il est néanmoins aussi possible que les sportifs adeptes du dopage aient su s'adapter à ces améliorations et que les sportifs les plus «professionnels» dans leur dopage parviennent à échapper davantage aux radars de l'antidopage.

Par contre, les promesses non tenues des organisations sportives ont affaibli la performance symbolique de l'antidopage. En idéalisant le «sport propre», en multipliant les promesses intenables, en mettant en scène une orthodoxie de l'an-

tidopage, parfois largement instrumentalisée, ces organisations ont contribué à miner la confiance dans l'antidopage.

Or, la confiance est essentielle pour les athlètes, afin qu'ils puissent s'engager dans une compétition sans être soupçonnés ou sans douter systématiquement de la probité de leurs adversaires. Mais elle l'est tout autant pour les organisations sportives, qui doivent protéger la valeur des compétitions, dont elles tirent leurs ressources et leur pouvoir, en préservant le sentiment que les classements reflètent la valeur des athlètes. Elle est également centrale pour les Etats, qui capitalisent sur les performances de leurs athlètes à des fins d'identification et de prestige national.

Eviter de faire des promesses qui ne pourront être tenues tant elles sont excessives est donc essentiel pour regagner la confiance en l'antidopage. Pour cela, l'ensemble des protagonistes du sport auraient sans doute à gagner à éviter de nouvelles surenchères dans une orthodoxie résolument contre-productive. ■

A lire: Ohl, F., Schoch, L., & Fincœur, B. (2020). The Toxic Doxa of «Clean Sport» and IOC's and WADA's quest for credibility. «International Review for the Sociology of Sport».

*du CIRIS (Centre interfacultaire de recherche sur le sport)